



Élections européennes : promouvoir une alternative avec les forces syndicales et barrer la route aux partis d'extrême droite !

Résolution d'urgence des syndicats français – Congrès EPSU - 20 juin 2024

Les extrêmes droites, qui drapées derrière des discours pseudo sociaux portent en réalité un projet identitaire, autoritaire, d'individualisme, de repli et d'exclusion, ont de nouveau atteint des scores en évolution et un score historique en France à l'occasion des élections européennes.

Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe, mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé avec près de 40% des voix exprimées, dans un contexte où l'abstention a été pratiquement de 50%.

Les syndicats français déplorent cette situation qu'ils ont combattue de toutes leurs forces. La décision du Président de la République de dissoudre l'Assemblée nationale à la hâte, ouvre une forte probabilité de la céder au parti de Marine Le Pen et donc d'avoir dans moins d'un mois un gouvernement d'extrême droite. Le président continue de brutaliser la démocratie en précipitant des élections qui ne laissent pas le temps d'une vraie campagne et en tentant de fermer le débat en un choix entre les néolibéraux et l'extrême droite populiste. Comme ils l'ont toujours fait, les syndicats français mobilisent toutes leurs forces pour faire barrage à l'extrême droite. Nous ne voulons notamment pas voir les JO de Paris inaugurés par un 1^{er} ministre d'extrême droite.

Nous alertons depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse certains pays, dont la France. Le contournement du dialogue social, l'abandon des services publics, le déclassement de populations et de territoires, le passage en force de mesures antisociales amplifiant la baisse de pouvoir d'achat et la précarisation d'une grande partie de la population de travailleurs, retraités et les privés d'emplois.

L'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

L'arrivée des extrêmes droites au pouvoir constitue et constituera un danger majeur pour la démocratie, ses services publics et pour toutes les conquêtes sociales déjà largement remises en cause depuis des années par des politiques de dérégulation.

Pour exemple en France, le Rassemblement national a inscrit dans son programme la privatisation de tout l'audiovisuel public et a déjà indiqué qu'il ne reviendrait pas sur la loi sur les retraites.

De l'histoire, ou en regardant ce qui se passe aujourd'hui en Italie, en Hongrie, en Argentine, nous savons que les politiques d'extrême droite riment avec privatisation, austérité pour les salaires et les services publics.

Ils remettent en cause l'indépendance de la justice et du rôle des syndicats, ils attaquent les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, ils remettent en cause le droit à l'IVG, et portent les odieuses politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs et les pénalisent en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité.

Nous, syndicats français des Services publics, ne pouvons tolérer un projet qui veut créer un service public à deux vitesses, avec des services sociaux, de logement, de solidarité, qui ne seraient accessibles qu'aux personnes répondant à des critères discriminants en question de nationalité, d'origines ethniques, ou de modèle familial.

En France et ailleurs, l'heure est grave, les forces syndicales doivent être entièrement mobilisées afin de faire revenir de nombreux citoyens au vote et faire barrage aux extrêmes droites.

Nous devons nous battre pour des avancées progressistes et humanistes, pour mener une politique de répartition des richesses, de services publics renforcés, et de transition écologique.

Leur camp c'est celui de la peur, le nôtre c'est celui de l'espoir.

En France, l'heure est gravissime :

Nous invitons EPSU et tous nos camarades syndicalistes affiliés à un soutien aux humanistes, aux forces syndicales et sociales françaises en vue des élections législatives.

Rassemblés et solidaires partout en Europe, nous syndicats ne laisserons pas la peste gagner du terrain, ce sera un combat de tous les jours, mais nous ne céderons pas.